



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada

# Opinions canadiennes sur l'aide internationale (étude de suivi)

*Sommaire*

**Préparé pour Affaires mondiales Canada**

**Fournisseur : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.**

**No du contrat : 08C91-210105/001/CY**

**Valeur de l'entente : 73 708,94 \$**

**Date du contrat : le 20 janvier 2022**

**Date de livraison : le 28 mars 2022**

**No d'inscription : POR 106-21**

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Affaires mondiales Canada à : [POR-ROP@international.gc.ca](mailto:POR-ROP@international.gc.ca).

*This report is also available in English*

Canada 

# Opinions canadiennes sur l'aide internationale (étude de suivi)

## Sommaire

**Préparé pour Affaires mondiales Canada**

**Nom du fournisseur :** LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

**Date :** le 28 mars 2022

Ce rapport de recherche présente les résultats d'un sondage en ligne mené par les Associés de recherche EKOS Inc. pour le compte d'Affaires mondiales Canada. La recherche comprenait un sondage en ligne auprès de 3 056 Canadiens. Le sondage a été effectué dans les 2 langues officielles partout au Canada. Les données du sondage ont été recueillies du 31 janvier au 22 février 2022.

*This report is also available in English under the title: Canadian Views on International Assistance Tracking Study*

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable doit d'abord être obtenue auprès d'Affaires mondiales Canada.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Affaires mondiales Canada à : [POR-ROP@international.gc.ca](mailto:POR-ROP@international.gc.ca).

**Numéro de catalogue :** FR5-185/2022E-PDF

**Numéro international normalisé du livre (ISBN) :** 978-0-660-42385-2

Numéro de catalogue (rapport en français) : FR5-185/2022F-PDF

ISBN : 978-0-660-42388-3

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2022

# SOMMAIRE

## A. Contexte et objectifs

L'aide internationale est un élément clé de la politique étrangère du Canada, mais le travail qu'accomplit le Canada pour soutenir les pays en développement peut ne sembler entretenir aucun lien avec la vie quotidienne des Canadiens à la maison. Pour créer efficacement un pont entre les expériences et les problèmes que vivent des Canadiens à des milliers de kilomètres, Affaires mondiales Canada se doit de bien comprendre la façon dont le public canadien perçoit l'aide internationale et les enjeux mondiaux. Il serait aussi bénéfique pour Affaires mondiales Canada de connaître les points de vue de Canadiens et de les comparer à ceux de gens d'autres pays aux vues similaires, car cela lui permettrait de prendre des décisions fondées sur des preuves quant à la manière dont il élabore ses communications, ses annonces, ses programmes et ses politiques.

Affaires mondiales Canada a entrepris sa propre recherche sur l'opinion publique en février 2020 et en février 2021 pour en apprendre davantage sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'aide internationale. Ces sondages ont révélé que, bien que la plupart des Canadiens ne soient pas au courant des efforts déployés en matière d'aide, la connaissance en ce domaine a légèrement augmenté. Les Canadiens déclarent être fiers des activités d'aide internationale du Canada et croient qu'elles sont importantes. Toutefois, le public est d'avis que le gouvernement du Canada offre un faible rendement dans ses communications sur l'aide internationale et qu'il existe un manque de confiance à l'égard de l'information du gouvernement du Canada.

Affaires mondiales Canada a commencé à se pencher sur les études sur l'opinion publique internationales concernant les attitudes du public à l'égard de l'aide, menées par le Development Engagement Lab (DEL), qui réunit des chercheurs de l'University College de Londres. Depuis 2013, le DEL mène des recherches sur l'opinion publique en ligne auprès de populations de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la France et de l'Allemagne.

Par conséquent, Affaires mondiales Canada a demandé aux Associés de recherche EKOS de mener un sondage en ligne au Canada qui reflète les questions et la méthodologie du groupe d'experts du DEL. Avec l'autorisation du DEL, cette étude utilise une méthodologie et un questionnaire semblables aux leurs, qui permettront une analyse approfondie des points de vue du public canadien sur l'aide internationale et sur divers enjeux mondiaux, ainsi que sur la manière dont ces attitudes peuvent avoir changé lors d'un changement de circonstances, comme la pandémie.

L'étude vise à mesurer et à mieux comprendre les points de vue du grand public envers divers enjeux d'aide internationale, ainsi qu'à saisir les raisons pour lesquelles le public décide de s'impliquer et les façons dont il le fait. Les données recueillies serviront à définir l'approche qu'adoptera Affaires mondiales Canada lors de communications avec le public sur l'importance de l'aide internationale, sur la pertinence et l'incidence de projets individuels, de même que sur les annonces de financement liées à ces thèmes.

## **B. Méthodologie**

La recherche comprenait un sondage en ligne auprès de 3 056 adultes canadiens. Les résultats sont valides et présentent une marge d'erreur de +/- 1,8 point de pourcentage, 19 fois sur 20. Le sondage a été effectué dans les 2 langues officielles partout au Canada. Les données du sondage ont été recueillies du 31 janvier au 22 février 2022.

L'annexe A contient une description détaillée de la méthodologie utilisée dans la présente étude.

L'annexe B présente le questionnaire complet.

L'annexe C contient les tableaux de données.

## **C. Principales constatations**

Les principales constatations de l'étude sont exposées ci-dessous. Le reste du rapport décrit plus en détail les résultats du sondage.

Les résultats sont structurés autour de 6 grands thèmes :

- les points de vue des Canadiens sur le monde;
- les préoccupations des Canadiens au sujet de la pauvreté dans le monde;
- les points de vue des Canadiens sur l'aide internationale;
- l'intérêt des Canadiens envers la pauvreté et le développement dans le monde;
- la participation des Canadiens à des organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement;
- les points de vue des Canadiens sur les ONG et les organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international.

### **Points de vue de Canadiens sur le monde**

Les résultats révèlent que les Canadiens ont un fort sentiment de citoyenneté mondiale. Trois répondants sur quatre (77 %) disent aimer visiter d'autres pays et apprendre à connaître d'autres cultures, et à peu près la même proportion (76 %) estime avoir le devoir de s'assurer que leurs actions ne nuisent pas à des personnes vivant dans d'autres pays. Plus de la moitié des Canadiens (54 %) croient que ce qui arrive aux gens d'autres pays a une influence dans leur propre vie, et seulement 10 % croient avoir très peu en commun avec les gens vivant dans d'autres pays.

Les résultats révèlent également que les Canadiens ont des opinions bien arrêtées sur l'égalité et la compassion dans le monde. Près de 9 personnes sur 10 (87 %) croient qu'il est bien d'aider les personnes dans le besoin et 78 % sont entièrement d'accord pour dire que chaque personne dans le monde devrait être traitée de façon équitable. Environ la moitié des répondants se sentirait très coupable d'ignorer les besoins des gens pauvres dans les pays en voie de développement (52 %) et est d'avis que les pays comme le Canada devraient consacrer plus d'argent à l'aide internationale parce que c'est moralement la bonne chose à faire (48 %).

Lorsqu'interrogés sur la façon de garantir la prospérité et la sécurité du Canada, la plupart des Canadiens (64 %) croient qu'il est préférable de collaborer avec d'autres pays pour y arriver. Très peu de répondants (17 %) pensent qu'il est préférable de garantir la sécurité et la prospérité du pays par nous-mêmes.

### **Préoccupations au sujet de la pauvreté dans le monde**

Lorsqu'on aborde les points de vue sur la pauvreté dans le monde, les deux tiers des Canadiens (64 %) ne sont pas d'accord pour dire que ce qui se passe dans les pays en voie de développement les concerne rarement, et seulement 1 personne sur 5 (19 %) est d'accord avec cette affirmation.

La plupart des Canadiens (64 %) s'inquiètent également du niveau de pauvreté dans les pays en voie de développement, tandis que seuls 11 % disent que cela ne les inquiète pas.

Lorsqu'il est question de la mesure dans laquelle diverses organisations sont en mesure de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement, les résultats révèlent que les Canadiens estiment que bon nombre de ces organisations peuvent avoir une influence dans la réduction de la pauvreté dans le monde, mais sont moins confiants dans la capacité du gouvernement du Canada, et dans leur propre capacité, à exercer une incidence dans ce domaine. La majorité des Canadiens (63 %) croient que les entreprises peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement, suivies de

près par les Nations Unies et d'autres organisations internationales (59 %), ainsi que par les ONG et les organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement (56 %). Il est intéressant de noter que moins de la moitié des Canadiens (45 %) croit que le gouvernement du Canada peut contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde, et que seulement 13 % pensent qu'ils peuvent personnellement y contribuer.

### **Points de vue sur l'aide internationale**

Pour ce qui est des points de vue sur l'aide internationale, les résultats suggèrent un appui plutôt solide à la prestation d'aide aux pays en voie de développement. Plus de la moitié des Canadiens (55 %) pensent que le gouvernement du Canada devrait accorder une aide internationale aux pays en voie de développement seulement 3 sur 10 (28 %) croient que le gouvernement ne devrait pas fournir ce type d'aide.

Les résultats révèlent en outre que 71 % des personnes interrogées conviennent que l'aide internationale améliore la vie de la population en offrant un accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau potable et aux installations sanitaires.

Les résultats révèlent des points de vue plus mitigés sur la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Une majorité relative (37 %) déclare que le gouvernement devrait augmenter ce budget, mais environ 1 personne sur 5 (23 %) est d'avis qu'il devrait le diminuer. Un peu plus de 1 répondant sur 3 (35 %) estime que le budget devrait rester le même.

En ce qui concerne l'objectif prioritaire de l'aide que consacre le Canada aux pays en voie de développement, les résultats révèlent qu'une majorité claire de Canadiens (61 %) estiment que l'objectif premier du budget consacré à l'aide internationale devrait être de réduire la pauvreté dans les pays pauvres, alors que seuls 12 % estiment qu'il devrait être de favoriser les intérêts du Canada.

Pour ce qui est des principales priorités en lien avec l'aide internationale accordée par le gouvernement du Canada aux pays en voie de développement, les répondants mentionnent l'accès à l'eau potable (45 %) comme priorité absolue, suivie de l'éducation (42 %) puis des soins de santé (37 %).

Malgré des points de vue généralement positifs sur l'aide internationale, les Canadiens ont également des points de vue assez négatifs sur certains aspects. Plus de la moitié estiment

qu'une grande partie de l'aide internationale du Canada finit dans les poches de responsables politiques corrompus des pays qui la reçoivent (58 %), et que la majorité de l'aide internationale ne parvient pas aux bons destinataires (56 %).

Les résultats révèlent également que seul 1 Canadien sur 4 (26 %) croit que les dépenses gouvernementales consacrées à l'aide internationale sont efficaces, alors que près de 2 fois plus de répondants (42 %) sont d'avis qu'elles sont inefficaces.

Malgré des points de vue mitigés sur l'efficacité de l'aide internationale, la moitié des Canadiens (51 %) croit que l'aide internationale aide les pays à devenir autosuffisants plutôt que de les rendre trop dépendants de la charité publique (26 %), et seule 1 personne sur 5 estime que le Canada ne peut pas se permettre d'avoir des programmes d'aide internationale.

### **Intérêt à l'égard de la pauvreté et du développement dans le monde**

Les résultats suggèrent que les Canadiens s'intéressent dans une assez grande mesure à la pauvreté mondiale et aux enjeux de développement international. Au cours de la dernière année, 79 % des répondants disent avoir lu, regardé ou écouté un article de presse sur la pauvreté et sur le développement dans le monde, et les deux tiers (64 %) déclarent avoir discuté de la pauvreté dans le monde avec leurs amis, leur famille ou d'autres personnes. Une moindre proportion de Canadiens, mais tout de même une minorité assez importante (32 %), dit avoir diffusé ou envoyé un article ou des informations à ce sujet au cours de la dernière année.

Lorsqu'on leur demande si les nouvelles qu'ils ont lues, entendues, vues ou envoyées sur la pauvreté dans le monde sont en général positives ou négatives, seulement 13 % des répondants affirment que les nouvelles auxquelles ils sont exposés sur la pauvreté dans le monde sont plus positives que négatives, alors que les deux tiers (66 %) disent que les nouvelles auxquelles ils sont exposés sont plus négatives que positives.

### **Participation à des organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement**

Les répondants devaient indiquer s'ils ont fait un don d'argent à une ONG internationale ou à un organisme de bienfaisance œuvrant dans le domaine de la pauvreté et du développement dans le monde au cours des 12 derniers mois. Trois personnes sur 10 (30 %) disent avoir donné de l'argent à une ONG ou à un organisme de bienfaisance international, mais la grande majorité des Canadiens (67 %) ne l'a pas fait.

Les répondants devaient aussi préciser s'ils ont été actifs au sein d'un organisme de bienfaisance ou d'un groupe œuvrant dans le domaine du développement au cours de la dernière année. Les résultats révèlent une participation limitée. Seuls 20 % des Canadiens disent être devenus membres d'un organisme de bienfaisance ou d'un groupe œuvrant dans le domaine du développement au cours de la dernière année ou s'être abonnés à leur bulletin d'information; une moindre proportion (10 %) déclare avoir fait du bénévolat dans un organisme de bienfaisance œuvrant dans le domaine de la pauvreté dans le monde au cours de la même période.

Les Canadiens devaient indiquer les actions qu'ils ont réalisées pour soutenir des mesures visant à résoudre la pauvreté dans le monde ou pour s'y opposer. La plupart disent n'avoir pris aucune des mesures mentionnées dans le sondage. Près de 4 répondants sur 10 (39 %) affirment avoir acheté des produits ou des services, ou boycotté des produits ou des services, pour soutenir les efforts visant à réduire la pauvreté dans le monde. Une personne sur 4 (25 %) déclare avoir pris des mesures comme signer une pétition ou rédiger un billet de blogue pour soutenir les efforts visant à lutter contre la pauvreté dans le monde. Très peu de Canadiens affirment avoir communiqué avec un député ou avec un autre représentant élu (9 %), ou avoir participé à une marche, à un rassemblement, à une manifestation ou à un autre événement important (4 %) pour soutenir les efforts de lutte contre la pauvreté dans le monde. Presque personne n'a réalisé l'une ou l'autre de ces actions pour s'opposer aux efforts visant à lutter contre la pauvreté dans le monde.

### **Points de vue sur les ONG et organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international**

Les Canadiens étaient également invités à évaluer leur niveau de confiance à l'égard des ONG et organismes de bienfaisance œuvrant dans le domaine du développement international. Les résultats révèlent des points de vue mitigés sur cette question. Près de 4 personnes sur 10 (39 %) disent se fier à ces types d'organisations, mais à peu près la même proportion (40 %) déclare leur faire peu confiance.

En ce qui concerne les points de vue sur les partenariats entre des entreprises du secteur privé et des organismes de bienfaisance, les résultats révèlent à nouveau des points de vue mitigés. La moitié des Canadiens (53 %) convient que les partenariats avec des entreprises du secteur privé sont un moyen intelligent pour les organismes de bienfaisance d'accroître leurs ressources et leur influence. Cependant, à peu près la même proportion (52 %) est d'accord pour dire que les entreprises du secteur privé qui travaillent en partenariat avec des organismes de bienfaisance essaient simplement de renforcer leur réputation et d'améliorer

leur marque. Seules 4 personnes sur 10 (41 %) estiment que les partenariats entre les entreprises et les organismes de bienfaisance exploitent efficacement le pouvoir des entreprises pour atteindre des objectifs sociaux plus larges. Toutefois, seulement 3 répondants sur 10 (27 %) conviennent que les organismes de bienfaisance qui s'associent à des entreprises du secteur privé se mettent dans une situation compromettante et sont moins dignes de confiance.

Les résultats démontrent également qu'une grande majorité de Canadiens (63 %) estiment qu'il est important que les grandes ONG de développement international collaborent avec des ONG locales pour offrir des programmes d'aide et du financement; seuls 8 % d'entre eux sont d'avis que ce n'est pas important.

### **Conclusions et implications**

Les résultats de l'enquête révèlent que les Canadiens ont généralement des attitudes positives à l'égard de l'aide internationale et de son rôle dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. Ils soutiennent l'aide du gouvernement fédéral aux pays en voie de développement et la plupart pensent que cette aide devrait au moins rester à son niveau actuel. Les Canadiens comprennent que l'aide internationale permet à d'autres pays de devenir autosuffisants et devrait être motivée par des raisons altruistes de réduction de la pauvreté, et non par des fins pragmatiques comme la promotion des intérêts nationaux du Canada à l'étranger.

Ils croient aussi que l'aide internationale comporte de nombreux avantages. Plus précisément, ils estiment que l'aide internationale peut améliorer la vie des gens en leur donnant accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau potable.

De plus, les Canadiens jugent que le gouvernement fédéral peut se permettre de continuer à fournir de l'aide internationale. Cette constatation est importante étant donné que cette enquête a été menée en pleine pandémie de COVID-19, période durant laquelle d'autres questions économiques (par exemple, l'inflation) étaient susceptibles d'être des préoccupations de premier plan pour de nombreux Canadiens. Le fait que les Canadiens croient encore qu'il faut continuer à consacrer des efforts à l'aide internationale en ce moment souligne l'importance que cela revêt pour eux.

Ce portrait global positif n'est cependant pas exempt de certaines mises en garde. De nombreux Canadiens sont d'avis que l'aide internationale est inefficace et que les entreprises, les Nations Unies et les ONG internationales peuvent en faire plus que le peut le gouvernement canadien pour réduire la pauvreté. De nombreux Canadiens jugent aussi que l'aide étrangère

du Canada ne parvient pas toujours aux bons destinataires et se retrouve souvent dans les poches de politiciens corrompus.

Dans l'ensemble, cependant, les Canadiens considèrent la pauvreté dans le monde comme un problème grave et sont largement en faveur de l'envoi d'une aide internationale dans des pays en voie de développement. De plus, ils pensent généralement qu'il existe un lien entre eux et le reste du monde. Ils croient en la coopération internationale et rejettent l'isolationnisme. Ils considèrent faire partie d'une communauté mondiale où il est possible d'obtenir la prospérité en collaborant avec d'autres pays, et croient que la pauvreté dans d'autres pays est une question qui a aussi des répercussions négatives dans leur vie.

### **Principales différences démographiques et régionales**

Pour toutes les questions du sondage, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'exprimer des points de vue positifs sur l'aide internationale et sur son objectif de lutte contre la pauvreté mondiale. Les femmes sont également plus susceptibles d'appuyer la coopération internationale et le multilatéralisme. Elles ne sont pas aussi pessimistes quant à la possibilité que l'aide internationale tombe entre les mains de politiciens corrompus et elles sont plus enclines à être des activistes luttant contre la pauvreté dans le monde, notamment en signant une pétition ou en boycottant des produits ou des services.

Les résultats révèlent également des différences importantes entre les Canadiens ayant fait des études universitaires et ceux dont le niveau de scolarité est inférieur. Comme dans le cas des réponses particulières des femmes, les Canadiens qui ont un diplôme universitaire ont des impressions plus positives de l'aide internationale et sont moins cyniques quant aux objectifs qui y sont liés. Ils sont plus susceptibles de penser qu'il est important que le Canada continue d'accorder de l'aide étrangère et que l'objectif devrait être de réduire la pauvreté dans le monde et non de favoriser les intérêts nationaux du Canada. En outre, les gens qui ont une formation universitaire ont plus tendance à juger que l'aide internationale est efficace et sont beaucoup plus susceptibles que les Canadiens sans diplôme universitaire de participer et de s'engager dans l'activisme contre la pauvreté dans le monde.

Il existe également des différences importantes entre les groupes d'âge, plus particulièrement entre les jeunes Canadiens (de 18 à 35 ans) et les Canadiens plus âgés (65 ans et plus). Les jeunes Canadiens sont plus susceptibles d'être négatifs au sujet de l'aide internationale et moins enclins à penser que ce qui se passe à l'étranger a des répercussions sur leur propre vie. Aussi, ils ont moins tendance à penser que le budget consacré à l'aide internationale devrait

augmenter et ont beaucoup moins tendance à croire que l'objectif principal de l'aide est de réduire la pauvreté dans les pays plus en voie de développement.

Le sondage révèle aussi certaines différences régionales. Les Canadiens au Québec, en Colombie-Britannique et dans le Canada Atlantique expriment les points de vue les plus positifs sur l'aide internationale et ses objectifs, et ont les opinions les plus altruistes et les plus internationalistes. À l'inverse, les Canadiens des provinces des Prairies, c'est-à-dire l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, sont les plus susceptibles d'être négatifs quant aux objectifs et aux résultats de l'aide internationale et plus susceptibles d'exprimer des points de vue isolationnistes.

## **D. Valeur du contrat**

La valeur du contrat de ce projet de recherche sur l'opinion publique (ROP) est de 73 708,94 \$ (TVH incluse).

Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS

No du contrat – TPSGC : 08C91-210105/001/CY

Date d'attribution du contrat : 20 janvier 2022

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Affaires mondiales Canada à : [POR-ROP@international.gc.ca](mailto:POR-ROP@international.gc.ca).

## **E. Certification de neutralité politique**

La présente certification s'appliquera au rapport final envoyé au chargé de projet.

À titre de cadre supérieur des Associés de recherche EKOS Inc., j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique.

En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation des réalisations d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Jansen', written in a cursive style.

Derek Jansen (vice-président)